

Les subsides

Mme Copps: Vous confondez détachement et amputation.

M. St. Germain: La députée de Hamilton-Est refuse d'être tenue responsable de ce qui est arrivé par le passé. Dites-moi qui vous fréquentez . . .

Mme Copps: Je suis fière d'être libérale.

M. St. Germain: Dites-moi qui vous fréquentez et je vous direz qui vous êtes. Le règne du parti libéral dans notre pays a complètement ruiné l'économie. Voilà pourquoi nous avons ce débat aujourd'hui.

M. Gauthier: Allez dire cela à Frank Miller.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre!

M. St. Germain: De toute évidence, nous avons touché une corde sensible, et les libéraux savent qu'ils ont causé la ruine du secteur des arts et de l'économie qui le soutenait. Nous voulons continuer de le soutenir dans une mesure raisonnable . . .

• (1730)

Mme Copps: Il ne peut pas faire d'exposé.

M. St. Germain: Je peux faire un exposé, monsieur le Président.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. Puis-je rappeler à la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) que, dans ce cas précis, quand elle a fait son discours, personne d'un côté ou de l'autre de la Chambre . . .

Mme Copps: Il ne pose pas de question.

Le président suppléant (M. Charest): Non, personne n'a interrompu la députée.

[Français]

M. Gauthier: Mêlez-vous de vos affaires!

M. Rossi: Vos paroles sont partisanses, vous n'avez pas le droit de dire cela.

[Traduction]

M. Towers: Si vous ne vous respectez pas, respectez au moins le Président.

M. Rossi: Oui, c'est très partial ce qu'il fait.

Une voix: Il est le Président.

M. Rossi: Qu'importe, il n'a pas le droit d'être partial.

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre. Heureusement pour nous tous, la période réservée aux observations et questions est maintenant terminée. Nous poursuivons le débat.

M. Iain Angus (Thunder Bay-Atikokan): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je prends la parole pour appuyer la motion d'opposition. Je voudrais aborder deux domaines. D'abord, je tiens à parler du besoin de services culturels des différentes régions de notre pays, puis de la prestation de ces services par voie de la radio.

Depuis le 5 septembre, nous avons beaucoup entendu parler du déficit à la Chambre. Nous avons bel et bien un déficit, un déficit culturel. Ce déficit est très manifeste dans des régions comme le nord-ouest de l'Ontario, le grand Nord et les régions septentrionales de toutes nos provinces où vivent de petites populations qui n'ont pas les moyens de se payer le genre de

choses que les citoyens d'Ottawa, Toronto, Montréal, Winnipeg, Calgary et Vancouver tiennent pour acquises. Ma ville natale de Thunder Bay est parfois qualifiée de «Hogtown du Nord-Ouest ontarien», comme d'autres qualifient Toronto. Thunder Bay est riche d'activités culturelles. Il y a l'orchestre symphonique de Thunder Bay, le Magnus Theatre, le Kam Theatre, la troupe de théâtre amateur des Cambrian Players, la chorale Lakehead, que j'irai entendre demain soir, l'ensemble ukrainien des Vesnyanka Dancers et l'Orchestre de mandolines Lakehead.

Nous, à Thunder Bay, bénéficions des mêmes possibilités que les populations des grandes villes, mais le problème qui existe dans le nord-ouest de l'Ontario, comme peut le confirmer mon collègue, le député de Kenora-Rainy River (M. Parry), c'est que les habitants des petites localités qui sont situées à 60, 120 ou 240 milles de Thunder Bay ou de Winnipeg n'ont pas aussi facilement accès à des manifestations artistiques. Ils n'ont pas l'occasion d'entendre un orchestre symphonique. Ils ne pourront voir une pièce de théâtre ou une comédie musicale que s'ils sont disposés à parcourir d'énormes distances pour se rendre à Thunder Bay ou à Winnipeg, par exemple, et à y passer la nuit.

Au lieu de réduire l'aide aux arts et à la culture, nous devrions d'un côté maintenir l'appui que nous leur donnons déjà pour que les groupes et services existants subsistent et, d'un autre côté, financer le déplacement de certaines activités culturelles vers les régions éloignées. Il nous faut de l'argent pour envoyer l'orchestre symphonique de Thunder Bay en tournée dans le nord-ouest de l'Ontario. Cet orchestre a pu effectuer ce genre de tournée pendant plusieurs années grâce à des fonds versés par le gouvernement ontarien, mais cette source de financement a maintenant été supprimée. Des groupes artistiques devraient être amenés dans les écoles d'Atikokan, Fort Frances, Ear Falls et Red Lake. Ils devraient y être amenés pour que nos enfants puissent être exposés à autre chose que la musique country, la musique western ou la musique rock.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Et «Friendly»?

M. Angus: Nous y viendrons. Nous devrions amener nos troupes de théâtre, nos peintres et nos sculpteurs dans les régions éloignées. Certaines expositions devraient être mobiles pour qu'elles puissent être admirées dans toutes les régions du pays. Voilà ce qu'il importe de faire pour promouvoir notre identité nationale et éviter de nous isoler dans nos petites tours d'ivoire.

Cela m'amène, monsieur le Président, à parler de mon second point, soit la question de la prestation des services par des moyens électroniques. Dans le nord-ouest de l'Ontario, nous avons eu la très bonne fortune ces dix dernières années d'avoir une station radiophonique affiliée à Radio-Canada, la station CBQ. Cette station radiophonique est installée à Thunder Bay, mais constitue un point d'intérêt régional. Avant les compressions budgétaires massives et l'ingérence indirecte du gouvernement dans l'exploitation de la Société Radio-Canada, les services de la station CBQ avaient déjà été réduits.